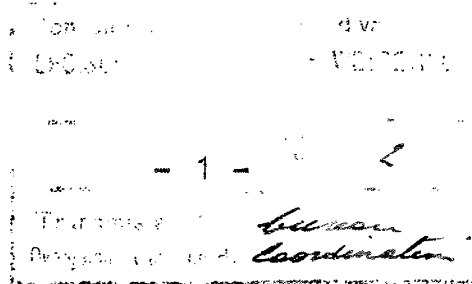


GK.



L. 2617/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, le 2 janvier 1952, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif à la pension de vieillesse", a donné en sa séance du 7 janvier 1952 le premier avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 2e Januari 1952 door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende het ouderdomspensioen", heeft ter zitting van 7 Januari 1952 het volgend eerste advies gegeven :

Le projet a pour objet de substituer au régime de la loi générale des pensions de vieillesse un régime entièrement nouveau dont bénéficient les travailleurs salariés, les travailleurs à domicile, ainsi que les travailleurs engagés pour la pêche maritime et pour la navigation intérieure.

Il constitue une réforme importante et durable de l'un des secteurs de la sécurité sociale.

Le Gouvernement ayant demandé au Conseil d'Etat, le 2 janvier 1952, de communiquer son avis pour le 8 janvier au plus tard, la première chambre y a consacré trois séances au cours desquelles elle a arrêté le texte ci-après qui répond aux intentions du Gouvernement telles qu'elles résultent du texte primitif ainsi que des modifications qui y ont été apportées les 4, 5 et 7 janvier 1952, par les fonctionnaires délégués.

Le Conseil d'Etat n'ayant pas encore été saisi de l'exposé des motifs du projet de loi, se réserve de motiver et de commenter éventuellement les modifications qu'il a suggérées au projet primitif.

PROJET DE LOI RELATIF A LA PENSION DE VIEILLESSE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de présenter en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit:

CHAPITRE 1er. DISPOSITIONS GENERALES.Article 1er.-

La présente loi a pour objet d'organiser un régime de pensions de vieillesse et de prestations en cas de décès, au profit :

- 1° des travailleurs occupés en Belgique en exécution d'un contrat de travail, d'un contrat de service domestique, d'un contrat de travail à domicile, d'un contrat d'engagement pour la pêche maritime, d'un contrat d'engagement pour le service de bâtiments de navigation intérieure ou de tous autres contrats de louage de travail, à l'exclusion de ceux qui permettent aux travailleurs de bénéficier de l'un des régimes de retraite prévus à l'article 2;
- 2° des veuves des travailleurs visés au 1° ainsi que des veuves des travailleurs décédés avant l'entrée en vigueur de la présente loi et qui ont été occupés en Belgique en exécution de l'un des contrats énumérés au 1°.

Le Roi, suivant des modalités qu'il détermine, peut étendre le bénéfice du régime instauré par la présente loi à d'autres travailleurs et à leurs veuves, à l'exception des personnes visées à l'article 2 et des agents définitifs de l'Etat, des provinces, des communes et de la société nationale des chemins de fer belges.

Article 2.-

Ne tombent pas sous l'application de la présente loi, les travailleurs qui sont soumis à la législation relative au régime de retraite des employés, des ouvriers mineurs ou des marins naviguant sous pavillon belge, ainsi que leurs veuves.

Article 3.-

La présente loi détermine les cotisations que les travailleurs et leurs employeurs doivent verser en exécution de ses prescriptions.

Elle garantit :

- 1° au travailleur qui a cotisé conformément à ses prescriptions, et, dans les cas déterminés par le Roi, à son épouse, un droit à une pension de vieillesse;
- 2° à sa veuve, un droit à une pension de veuve, à une allocation de veuve ou à une indemnité de réadaptation.

Article 4.-

La pension de vieillesse remplace les prestations auxquelles pouvaient prétendre les travailleurs visés à l'article 1er en vertu de la législation relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré.

Ces prestations sont :

- 1° la rente de vieillesse constituée au moyen des versements obligatoires ou assimilés à l'exception des versements complémentaires;
- 2° la contribution de l'Etat afférente à cette rente;

.../...

- 3° la majoration de rente de vieillesse accordée au bénéficiaire ou à son conjoint;
- 4° le supplément à cette majoration;
- 5° le complément de pension de vieillesse accordée au bénéficiaire ou à son conjoint.

Article 5.-

Les prestations accordées à la veuve d'un travailleur visée à l'article 1er remplacent les prestations auxquelles elle pouvait prétendre en vertu de la législation relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré.

Ces prestations sont :

- 1° la rente de veuve constituée au moyen des versements obligatoires ou assimilés à l'exception des versements complémentaires;
- 2° la contribution de l'Etat afférente à cette rente;
- 3° la majoration de rente de veuve et la majoration de rente de vieillesse;
- 4° le supplément à ces majorations;
- 5° le complément de pension de survie.

.../...

Article 6.-

La pension de vieillesse et la pension de veuve sont calculées en fonction :

1° de la durée de la carrière professionnelle du travailleur.

La carrière comprend les périodes d'activité et celles d'inactivité que le Roi assimile aux précédentes;

2° des rémunérations brutes proméritées par le travailleur et des rémunérations fictives qui sont afférentes aux périodes d'inactivité et que le Roi détermine.

Article 7.-

L'allocation de veuve et l'indemnité de réadaptation sont calculées en tenant compte uniquement de l'article 6, 2°.

Article 8.-

La pension de vieillesse, la pension de veuve et l'allocation de veuve varient suivant les fluctuations du coût de la vie; le Roi détermine les modalités de ces variations.

Article 9.-

Il est tenu, pour chaque travailleur appelé à bénéficier de la présente loi, un compte individuel

dans lequel sont inscrits les cotisations ainsi que les renseignements relatifs à la carrière et aux rémunérations visées à l'article 6.

Le travailleur reçoit chaque année un extrait de son compte individuel.

Article 10.-

Les prestations visées à l'article 3 ne prennent cours que si leur bénéficiaire a cessé toute activité professionnelle autre qu'un travail occasionnel.

Le Roi détermine ce qu'il faut entendre par travail occasionnel.

Article 11.-

Ces prestations sont réduites d'un cinquième lorsque leur bénéficiaire est un ressortissant d'un pays avec lequel la Belgique n'a pas conclu de convention de sécurité sociale.

Article 12.-

Ces prestations ne sont fournies qu'aux bénéficiaires résidant effectivement en Belgique, au Congo belge ou dans les territoires du Ruanda-Urundi, sans préjudice des dispositions des conventions internationales en matière de sécurité sociale.

Article 13.-

Les paiements sont effectués au moyen d'assignations postales entre les mains et au domicile de leur bénéficiaire; chacun d'eux fait l'objet d'une seule assignation.

Le Roi détermine les autres modalités de ces paiements et désigne l'organisme chargé de les effectuer.

CHAPITRE II. DE LA PENSION DE VIEILLESSE.Section 1ère. Dispositions communes.Article 14.-

La pension de vieillesse prend cours, au choix et à la demande de l'intéressé, entre 60ans et 65 ans pour un homme ou entre 55 ans et 60 ans pour une femme. Lorsqu'elle prend cours avant l'âge de 65 ans pour un homme et de 60 ans pour une femme, la pension est réduite de 7 p.c. par année d'anticipation.

Toutefois, s'il s'agit d'un travailleur qui a été occupé dans un métier particulièrement insalubre, les nombres 55, 60 et 65 indiqués à l'alinéa précédent sont ramenés respectivement à 50, 55 et 60.

Le Roi détermine les métiers particulièrement insalubres et les autres conditions d'application de l'alinéa précédent.

Article 15.-

La pension de vieillesse est diminuée de la rente accordée en vertu des législations concernant la réparation des dommages résultant d'accidents du travail ou de maladies professionnelles et établie avant tout paiement en capital, ainsi que des allocations accordées en vertu des mêmes législations.

Dans ce cas, la pension de vieillesse ne peut être inférieure à la rente de vieillesse constituée au moyen des versements obligatoires ou assimilés et des versements complémentaires.

Section 2. Régime définitif.Article 16.-

La pension est établie proportionnellement à la durée de la carrière visée à l'article 6. Elle atteint son montant maximum après une carrière de 45 ans pour un homme ou de 40 ans pour une femme.

Article 17.-

La pension de vieillesse est égale à 60 p.c. ou à 50 p.c. de la moyenne annuelle des rémunérations visées à l'article 6, selon qu'il s'agit d'un travailleur ayant son épouse à charge ou non.

Le Roi peut majorer ces pourcentages.

Lorsque la durée de la carrière est supérieure à 45 années pour un homme ou à 40 années pour une femme, la moyenne annuelle est calculée sur les 45 ou 40 années les plus avantageuses pour le bénéficiaire.

Cette pension ne peut être inférieure à la rente qui aurait été constituée, d'après des tarifs que le Roi détermine, en se basant sur une cotisation égale à 5,50 p.c. des rémunérations visées à l'article 6.

Section 3. Période transitoire.

Article 18.-

La pension de vieillesse d'un travailleur âgé de 20 ans au moins à la date du 1er janvier 1945 est accordée conformément aux dispositions de la présente section.

Article 19.-

Pour obtenir la pension de vieillesse, le travailleur doit avoir été occupé, habituellement et en ordre principal, conformément à l'article 1er ou à ses arrêtés

.../...

d'exécution, pendant les quatre cinquièmes de la période allant du 1er janvier 1945 à la date de sa demande de pension. Si le travailleur a également été occupé comme employé, comme ouvrier mineur, comme marin naviguant sous pavillon belge ou comme agent définitif de l'Etat, des provinces, des communes ou de la Société nationale des chemins de fer belges, ces occupations sont prises en considération.

Toutefois, si cette période ne comprend pas quinze années au moins, il y a lieu d'ajouter les années antérieures au 1er janvier 1945 nécessaires pour obtenir quinze années consécutives.

Si le travailleur a atteint avant le 1er janvier 1945 l'âge de 65 ans, s'il s'agit d'un homme, ou l'âge de 60 ans, s'il s'agit d'une femme, il suffit que la période comprenne quinze années consécutives précédant immédiatement l'âge de 65 ans ou de 60 ans.

.../...

Article 20.-

Le Roi détermine les journées d'inactivité qui, au cours de la période visée à l'article 19, sont assimilables à des journées d'activité.

Article 21.-

La preuve de l'occupation visée à l'article 19 doit être faite au moyen de documents établissant que le travailleur a cotisé.

Toutefois, la preuve d'une occupation antérieure au 1er janvier 1945 peut être faite par toutes voies de droit, témoins compris.

Article 22.-

Le travailleur qui a satisfait aux prescriptions de l'article 19 ou qui, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, jouit d'un complément de pension de vieillesse, bénéficie d'une pension de vieillesse dont le montant annuel minimum est fixé, sans préjudice de l'article 24, à 26.000 francs ou à 17.300 francs selon qu'il a son épouse à charge ou non.

Toutefois, lorsque le travailleur est marié et que chacun des conjoints satisfait aux prescriptions de l'article 19, le montant annuel minimum de la pension de vieillesse de chacun d'eux est fixé ou ramené à 13.000 francs, sans préjudice des articles 15 et 24.

Article 23.-

A partir de l'entrée en vigueur de la présente loi, la pension de vieillesse, garantie par l'article 22, est augmentée en fonction de la durée de la carrière et des rémunérations visées à l'article 6.

Le montant de cette augmentation est égal à la différence entre le montant de la pension établie conformément aux articles 16 et 17 et une quotité de la pension garantie par l'article 22.

Cette quotité s'obtient en multipliant le montant minimum prévu à l'article 22 par une fraction dont le numérateur exprime le nombre d'années de carrière accomplies depuis la mise en vigueur de la présente loi et dont le dénominateur est 45 ou 40 selon qu'il s'agit d'un homme ou d'une femme.

Article 24.-

Lorsque le bénéficiaire de la pension de vieillesse garantie par l'article 22 a été occupé également comme employé, comme ouvrier mineur, comme marin naviguant sous pavillon belge ou comme agent définitif de l'Etat, des provinces, des communes ou de la Société nationale des chemins de fer belges, le montant de la pension de vieillesse est multiplié par une fraction dont le numérateur exprime le nombre d'années pendant lesquelles le travailleur a été

.../...

occupé conformément à l'article 1er ou à ses arrêtés d'exécution et dont le dénominateur est 45 ou 40 selon qu'il s'agit d'un homme ou d'une femme.

Article 25.-

Si le travailleur ne satisfait pas aux prescriptions de l'article 19, la pension de vieillesse est calculée suivant les dispositions des articles 16 et 17.

Elle est augmentée de la rente de vieillesse constituée conformément aux lois coordonnées relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré.

CHAPITRE III. DES PRESTATIONS EN CAS DE DECES DU TRAVAILLEUR.

Section 1ère. De la pension de veuve.

§ 1er. Dispositions communes.

Article 26.-

La pension de veuve prend cours au choix et à la demande de l'intéressée, entre 55 ans et 60 ans. Lorsqu'elle est demandée avant l'âge de 60 ans, elle est réduite de 7 p.c. par année d'anticipation.

Article 27.-

L'octroi de la pension de veuve est subordonnée à un an de mariage au moins.

Le bénéfice de la pension de veuve est suspendu en cas de remariage.

Article 28.-

La pension de veuve est diminuée de la rente de veuve accordée en vertu des législations concernant la réparation des dommages résultant d'accidents du travail ou de maladies professionnelles et établie avant tout paiement en capital, ainsi que des allocations accordées en vertu des mêmes législations.

Dans ce cas, la pension de veuve ne peut être inférieure à la rente de veuve constituée par des versements obligatoires ou assimilés et par des versements complémentaires.

§ 2. Régime définitif.

Article 29.-

La pension de veuve est fixée soit à 60 p.c. de la pension de vieillesse du mari, soit à 36 p.c. de la moyenne annuelle des rémunérations visées à l'article 6, compte tenu de la durée de la carrière du mari au jour de son décès.

Cette pension ne peut être inférieure à la rente de veuve qui aurait été constituée, d'après des tarifs que le Roi détermine, en se basant sur une cotisation égale à 5,50 p.c. des rémunérations visées à l'article 6.

.../...

Si la veuve a été unie par des mariages successifs à des travailleurs appelés à bénéficier de la présente loi, sa pension est calculée en tenant compte des carrières et des rémunérations de ses maris défunts; toutefois, la durée de ces carrières cumulées dépassant 45 années n'est pas prise en considération.

§ 3. Période transitoire.

Article 30.-

La pension de veuve est accordée conformément aux articles 31 à 38 lorsque le mari était âgé de 20 ans au moins à la date du 1er janvier 1945 ou était décédé avant cette date.

Article 31.-

Le mari défunt doit avoir été occupé, habituellement et en ordre principal conformément à l'article 1er ou à ses arrêtés d'exécution, pendant les quatre cinquièmes de la période allant du 1er janvier 1945 au jour de son décès, si celui-ci se produit avant que le mari n'ait formulé sa demande de pension de vieillesse.

Si le mari a également été occupé comme employé, comme ouvrier mineur, comme marin naviguant sous pavillon belge, ou comme agent définitif de l'Etat, des provinces, des communes ou de la Société nationale des chemins de fer belges, ces occupations sont prises en considération.

.../...

Toutefois, si cette période ne comprend pas quinze années au moins, il y a lieu d'ajouter les années antérieures au 1er janvier 1945 nécessaires pour obtenir quinze années consécutives.

Si le travailleur est décédé avant le 1er janvier 1945, il suffit que la période comprenne quinze années consécutives précédant immédiatement le jour du décès.

Article 32.-

Le Roi détermine les journées d'inactivité qui, au cours de la période visée à l'article 31, sont assimilables à des journées d'activité.

Article 33.-

La preuve de l'occupation visée à l'article 31 doit être faite au moyen de documents établissant que le mari défunt a cotisé.

Toutefois, la preuve d'une occupation antérieure au 1er janvier 1945 peut être faite par toutes voies de droit, témoins compris.

.../...

Article 34.-

La veuve dont le mari avait satisfait aux conditions fixées par l'article 31 ou qui, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, jouit d'un complément de pension de survie réservé aux veuves âgées de 60 ans, bénéficie d'une pension de veuve dont le montant annuel minimum est fixé à 15.600 francs, sans préjudice des dispositions de l'article 36.

Article 35.-

A partir de l'entrée en vigueur de la présente loi, la pension de veuve, garantie par l'article 34, est augmentée en fonction de la durée de la carrière du mari et des rémunérations visées à l'article 6.

Le montant de cette augmentation est égal à la différence entre le montant de la pension, établi conformément à l'article 29, et une quotité de la pension garantie par l'article 34.

Cette quotité s'obtient en multipliant le montant minimum prévu à l'article 34 par une fraction dont le numérateur exprime le nombre d'années de carrière du mari accomplies depuis la mise en vigueur de la présente loi, et dont le dénominateur est 45.

Article 36.-

Lorsque le mari défunt a été occupé également comme employé, comme ouvrier mineur, comme marié

navigant sous pavillon belge ou comme agent définitif de l'Etat, des provinces, des communes ou de la Société nationale des chemins de fer belges, le montant de la pension de veuve garantie par l'article 34 est multiplié par une fraction dont le numérateur exprime le nombre d'années pendant lesquelles le mari a été occupé conformément à l'article 1er ou à ses arrêtés d'exécution, et dont le dénominateur est 45.

Article 37.-

Si le mari n'avait pas satisfait aux prescriptions de l'article 31, la pension de veuve est fixée à 36 p.c. de la moyenne annuelle des rémunérations visées à l'article 6, compte tenu de la durée de la carrière du mari au jour du décès.

La pension est augmentée de la rente de veuve constituée conformément aux lois coordonnées relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré.

Article 38.-

Les pensions garanties par les articles 22 et 34 ne peuvent être cumulées.

La veuve qui a été unie par des mariages successifs à des travailleurs appelés à bénéficier de la présente loi, ne peut obtenir qu'une seule pension de veuve garantie par l'article 34.

Section 2. De l'allocation de veuve.Article 39.-

La veuve âgée de moins de 60 ans et atteinte d'une incapacité de travail de 66 p.c. ou plus, ou ayant au moins deux enfants à charge, peut bénéficier d'une allocation de veuve si son mari décède au moins une année après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Article 40.-

Le montant annuel de l'allocation de veuve est égal à 30 p.c. de la moyenne annuelle des rémunérations visées à l'article 6.

Article 41.-

L'allocation de veuve est supprimée en cas de remariage ou lorsque disparaît une des conditions requises à l'article 39.

Article 42.-

La pension octroyée à une veuve qui a bénéficié d'une allocation de veuve jusqu'à l'âge de 60 ans ne peut être inférieure à la dite allocation.

Article 43.-

L'allocation de veuve est diminuée de toute autre rente, pension, indemnité ou allocation accordée, à titre personnel, à la bénéficiaire, par application d'une disposition légale ou réglementaire.

Section 3. De l'indemnité de réadaptation.Article 44.-

La veuve qui, au moment du décès de son mari, ne peut bénéficier de la pension ou de l'allocation de veuve, reçoit une indemnité unique de réadaptation d'un montant égal :

- 1° à celui de l'allocation de veuve prévue à l'article 40, si elle a 40 ans ou plus au jour du décès de son mari;
- 2° à la moitié du montant visé au 1° si elle a moins de 40 ans au jour du décès de son mari.

Le Roi détermine les conditions d'octroi de cette indemnité qui n'est due qu'une seule fois.

CHAPITRE IV. DU FINANCEMENT.Article 45.-

Les dépenses résultant de l'application de la présente loi sont couvertes par :

- 1° la subvention de l'Etat prévue à l'article 51;

.../...

- 2° la part des cotisations des travailleurs et des employeurs prévue à l'article 3, alinéa 1er, 2°, et alinéa 3, 2°, ainsi qu'à l'article 4, alinéa 1er, A, 1°, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, modifiés par les articles 46 et 47 de la présente loi;
- 3° les cotisations des travailleurs et des employeurs visées à l'article 48 de la présente loi.

Article 46.-

§ 1er. L'article 3, alinéas 1er à 3, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, modifié par la loi du 27 mars 1951, est remplacé par les dispositions suivantes :

"La cotisation du travailleur comprend :

- 1° 4,50 p.c. ou 8 p.c. du montant de sa rémunération, selon qu'il s'agit d'un ouvrier ou d'un employé, sans qu'il soit tenu compte, pour le calcul de cette cotisation, de la fraction de rémunération dépassant 5.000 francs par mois;

.../...

2° 3,50 p.c. du montant de sa rémunération s'il s'agit d'un ouvrier. Cette part de la cotisation est portée à :

3,75 p.c. à partir du 1er janvier 1953;

4 p.c. à partir du 1er janvier 1954;

4,25 p.c. à partir du 1er janvier 1955;

4,50 p.c. à partir du 1er janvier 1956;

cette part est destinée à être versée conformément à l'article 4, alinéa 1er, A, 1°.

La cotisation est retenue à chaque paie par l'employeur qui délivre au travailleur un reçu dans la forme et suivant les conditions fixées par le Roi.

La cotisation de l'employeur comprend :

1° 11 p.c. ou 17,25 p.c. du montant de la rémunération du travailleur, selon qu'il s'agit d'un ouvrier ou d'un employé, sans qu'il soit tenu compte pour ce calcul de la fraction de rémunération dépassant 5.000 francs par mois;

2° 3,50 p.c. du montant de la rémunération de l'ouvrier. Cette part de la cotisation est portée à :

3,75 p.c. à partir du 1er janvier 1953;

4 p.c. à partir du 1er janvier 1954;

4,25 p.c. à partir du 1er janvier 1955;

4,50 p.c. à partir du 1er janvier 1956;

cette part est destinée à être versée conformément à l'article 4, alinéa 1er, A, 1°;

3° 5 p.c. de montant de la rémunération de l'ouvrier. Cette part de la cotisation est destinée à être versée conformément à l'article 4, alinéa 1er, A, 5°."

§ 2. L'article 3, avant-dernier alinéa, du même arrêté-loi est remplacé par la disposition suivante :

"Le Roi peut également, selon les nécessités économiques, modifier, par arrêté délibéré en conseil des ministres, la limite de 5.000 francs prévue aux alinéas 1er, 1°, et 3, 1°."

Article 47.-

L'article 4, alinéa 1er, A, 1°, du même arrêté-loi est remplacé par la disposition suivante :

"1° 7 p.c. du montant des salaires à l'Office national des pensions de vieillesse; ce taux est porté respectivement à 7,50 p.c., 8 p.c., 8,50 p.c. et 9 p.c. à partir du 1er janvier des années 1953, 1954, 1955 et 1956;"

Article 48.-

La cotisation due par le travailleur appelé à bénéficier des dispositions de la présente loi et auquel le Roi n'a pas encore étendu l'application de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, est égale à 3,50 p.c. du montant de sa rémunération.

Ce taux est porté à :

3,75 p.c. à partir du 1er janvier 1953;
4 p.c. à partir du 1er janvier 1954;
4,25 p.c. à partir du 1er janvier 1955;
4,50 p.c. à partir du 1er janvier 1956.

.../...

Cette cotisation est retenue à chaque paie par l'employeur qui délivre au travailleur un reçu dans la forme et suivant les conditions fixées par le Roi.

La cotisation de l'employeur occupant un travailleur visé à l'alinéa 1er est égale à celle du travailleur.

Ces cotisations sont établies en négligeant les décimes et les centimes lorsqu'ils sont inférieurs ou égaux à 50 centimes, et en les arrondissant au franc supérieur lorsqu'ils dépassent 50 centimes.

L'employeur est responsable du paiement de la cotisation du travailleur comme de la sienne propre. Cette cotisation est remise trimestriellement à l'Office national de sécurité sociale qui en verse le produit à l'Office national des pensions de vieillesse.

Article 49.-

Les articles 12 et 12 bis de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 précité sont applicables aux employeurs visés à l'article 48.

.../...

Article 50.-

L'article 5 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 précité cesse d'être applicable aux bénéficiaires de la présente loi.

Article 51.-

L'Etat verse, jusqu'en 1983 inclus, à l'Office national des pensions de vieillesse :

- 1° une subvention annuelle de 675 millions de francs prélevée sur les fonds visés à l'article 61, § 4, 1° et 2°, des lois coordonnées relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, modifié par la loi du 30 décembre 1950;
- 2° une subvention annuelle de 465 millions de francs.

CHAPITRE V. - ADMINISTRATION.Article 52.-

Il est institué auprès du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale un "Office national des pensions de vieillesse".

Cet Office est un établissement public doté de la personnalité civile.

Il a pour objet d'assurer, sous la garantie de l'Etat, l'application de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution.

L'Office national des pensions de vieillesse est administré par un comité de gestion nommé par le Roi et comprenant :

- 1° des représentants en nombre égal des organisations interprofessionnelles les plus représentatives de l'ensemble des employeurs et des organisations interprofessionnelles les plus représentatives de l'ensemble des travailleurs, choisis sur des listes doubles présentées par ces organisations;
- 2° un président choisi parmi des personnalités indépendantes des organisations interprofessionnelles précitées.

Un représentant du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale assiste aux séances du comité de gestion; il n'a pas voix délibérative.

Dans les conditions que le Roi détermine, il peut faire porter à l'ordre du jour toutes les questions qu'il juge utiles, suspendre toute décision qu'il juge contraire aux lois ou aux règlements, qui blesse l'intérêt général ou qui sort des attributions de l'Office national des pensions de vieillesse; en ce cas, il fait immédiatement rapport au Ministre qui statue dans les délais fixés par le Roi.

Le représentant du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale a également le droit illimité de surveillance et de contrôle

sur toutes les opérations de l'Office national des pensions de vieillesse. Il peut, en tout temps, prendre connaissance, sur place, de la correspondance, des livres, des pièces comptables, des procès-verbaux et de toute écriture de l'Office national des pensions de vieillesse.

Les règles relatives à la présentation et à l'approbation des budgets, à la comptabilité et à la reddition des comptes, sont fixées par le Roi sur proposition du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et du Ministre des Finances.

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale désigne auprès de l'Office national des pensions de vieillesse un ou plusieurs réviseurs chargés de contrôler les écritures et d'en certifier l'exactitude et la sincérité. Les réviseurs ne peuvent s'immiscer dans la gestion proprement dite. Ils prennent connaissance, sans déplacement des livres et documents comptables, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures, et ils vérifient la consistance des biens et des valeurs qui appartiennent à l'Office ou dont celui-ci a l'usage ou la gestion.

Ils adressent mensuellement un rapport au Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, au Ministre des Finances et au comité de gestion. Ils leur signalent, en outre, sans délai, toute négligence, toute irrégularité, toute infraction et, en général, toute situation susceptible de compromettre les intérêts de l'Office.

.../...

L'organisation et le fonctionnement de l'Office national des pensions de vieillesse sont réglés par le Roi.

CHAPITRE VI. SANCTIONS.

Article 53.-

Les dispositions de l'arrêté royal du 31 mai 1933 concernant les déclarations à faire en matière de subventions, indemnités et allocations de toute nature qui sont, en tout ou en partie, à charge de l'Etat, sont applicables aux déclarations à faire en ce qui concerne les prestations prévues par les chapitres Ier, II et III de la présente loi.

Article 54.-

Tout bénéficiaire de l'une des prestations visées à l'article 3, qui continue à exercer ou reprend une activité professionnelle autre qu'un travail occasionnel, sera privé de la prestation pendant une période d'un mois à six mois à compter du moment où il satisfait à nouveau à la condition fixée par l'article 10, sans préjudice de la restitution des sommes indûment payées.

En cas de récidive, la durée de la privation de prestation prévue à l'alinéa 1er peut être portée à douze mois.

Les sanctions prévues par le présent article ne peuvent être prononcées lorsqu'il se sera écoulé

un délai de deux années à compter du jour où l'infraction a été commise. Elles ne pourront plus être appliquées lorsqu'il se sera écoulé deux années à compter du jour où elles sont devenues définitives.

Article 55.-

Quiconque aura sciemment fait usage de déclarations fausses ou incomplètes à l'appui de sa demande de prestation sera déchu du droit au bénéfice des prestations prévues par la présente loi, pendant une période de un mois à six mois.

CHAPITRE VII. JURIDICTIONS CONTENTIEUSES.

Article 56.-

Le Roi institue des juridictions contentieuses chargées de juger les contestations qui ont pour objet des droits résultant des chapitres Ier, II et III de la présente loi, et d'appliquer, à la requête de l'Office national des pensions de vieillesse, les sanctions prévues par les articles 54 et 55.

Le Roi règle l'organisation et le fonctionnement de ces juridictions et détermine la procédure à suivre devant elles. L'arrêté royal pris en exécution du présent article prévoit l'existence de juridictions de première instance et d'appel, une procédure contradictoire, la publicité des audiences, l'obligation pour les juridictions de motiver leurs décisions, le renvoi, en cas d'annulation par le Conseil d'Etat,

à une autre juridiction statuant en dernier ressort ou, s'il n'en existe qu'une, à cette juridiction autrement composée.

CHAPITRE VIII. DE LA FUSION DE CERTAINS ORGANISMES.

Article 57.-

La Caisse nationale des majorations de rentes de vieillesse et de veuve et des allocations d'orphelins ainsi que le Fonds des veuves et des orphelins sont fusionnés avec l'Office national des pensions de vieillesse. Ce dernier recueille leurs attributions, leur actif et leur passif, et succède à leurs droits et obligations.

CHAPITRE IX. DISPOSITIONS FINALES.

Article 58.-

Ne sont plus applicables aux bénéficiaires de la présente loi :

- 1° les lois coordonnées relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1er juillet 1948, 30 décembre 1950 et 13 juillet 1951;

.../...

2° l'arrêté du Régent du 10 mai 1948 modifiant et coordonnant les arrêtés du Régent des 16 septembre 1946 et 21 mai 1947, relatifs aux compléments de pension de vieillesse et de survie, modifié par les arrêtés du Régent des 29 mars, 23 avril et 9 décembre 1949 et par l'arrêté royal du 27 novembre 1951.

Article 59.-

Les personnes qui ne se trouvent pas dans les conditions requises pour obtenir la pension de vieillesse ou de veuve, prévue par la présente loi, conservent les avantages qu'elles ont acquis par application des dispositions légales et réglementaires visées à l'article 58.

Les paiements sont effectués par l'organisme visé à l'article 13.

Article 60.-

En cas de décès du bénéficiaire d'une prestation prévue par la présente loi, les arrérages échus et non payés ne sont versés qu'aux personnes physiques et dans l'ordre repris ci-après :

1° au conjoint avec lequel le bénéficiaire habitait au moment de son décès;

2° aux enfants avec qui le bénéficiaire vivait au moment de son décès;

.../...

- 3° à toute personne avec qui le bénéficiaire vivait au moment de son décès;
- 4° à la personne qui est intervenue dans les frais d'hospitalisation;
- 5° à la personne qui a acquitté les frais de funérailles, à concurrence du montant de ces frais.

Le Roi détermine les formalités à remplir pour l'obtention des arrérages ainsi que le délai dans lequel la demande doit être introduite.

Article 61.-

Le Roi détermine la quotité de la pension que les commissions d'assistance publique peuvent exiger de leurs hospitalisés comme part d'intervention dans les frais d'hospitalisation.

Article 62.-

Le Roi prend toutes les mesures complémentaires nécessaires pour assurer l'exécution des dispositions de la présente loi.

Article 63.-

La présente loi entre en vigueur le 1er juillet 1952.

Donné à ,le

PAR LE ROI :

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

Het ontwerp strekt er toe, de regeling van de algemene wet op de ouderdomspensioenen te vervangen door een geheel nieuwe regeling, welke van toepassing is op de loonarbeiders, de thuisarbeiders en de voor de zeevisserij of de binnenscheepvaart aangenomen arbeiders.

In een van de sectoren van de maatschappelijke zekerheid wordt aldus een belangrijke en blijvende hervorming gebracht.

Daar de Regering op 2 Januari 1952 de Raad van State verzocht heeft zijn advies uiterlijk 8 Januari mede te delen, heeft de eerste kamer er drie vergaderingen aan gewijd waarin zij de hierna volgende tekst heeft vastgelegd, die aan de bedoeling van de Regering beantwoordt zoals zij blijkt uit de oorspronkelijke tekst en uit de wijzigingen door de gemachtigde ambtenaren de 4de, 5de en 7de Januari 1952 daarin aangebracht.

Daar de Raad van State de memorie van toelichting van het wetsontwerp nog niet heeft gekregen, behoudt hij zich het recht voor, de wijzigingen welke hij aan het oorspronkelijk ontwerp heeft voorgesteld, bij voorkomend geval te motiveren en van commentaar te voorzien.

ONTWERP VAN WET BETREFFENDE HET OUDERDOMSPENSIOEN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL

.../...

Op de voordracht van Onze Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg is gelast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen waarvan de tekst volgt :

HOOFDSTUK I. - ALGEMENE BEPALINGEN.

Artikel 1.-

Deze wet strekt er toe een regeling inzake ouderdomspensioenen en voordelen bij overlijden te treffen ten voordele van :

- 1° de werknemers, in België tewerkgesteld ter uitvoering van een arbeidsovereenkomst, een dienstbodencontract, een thuisarbeiderscontract, een contract voor de zeevisserij, een wervingscontract voor de binnenscheepvaart of enig ander contract van huur van arbeid, met uitsluiting van contracten waardoor de werknemer in aanmerking komt voor een pensioenregeling als bedoeld in artikel 2;
- 2° de weduwen der onder 1° bedoelde werknemers en de weduwen der werknemers die vóór de inwerkingtreding van deze wet zijn overleden en die in België tewerkgesteld zijn geweest ter uitvoering van een der onder 1° opgesomde contracten

De Koning kan, volgens door hem te bepalen modaliteiten, de bij deze wet ingevoerde regeling van toepassing verklaren op andere werknemers en hun weduwen, met uitzondering van de personen bedoeld bij artikel 2 en van het vast personeel van het Rijk, de provinciën, de gemeenten en de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen.

.../...

Artikel 2.-

Deze wet is niet van toepassing op de werknemers die vallen onder de wetgeving op de pensioenregeling van de bedienden, van de mijnwerkers of van de zeelieden varende onder Belgische vlag, evenmin als op hun weduwen.

Artikel 3.-

Deze wet bepaalt de bijdragen die de werknemers en hun werkgevers ter uitvoering van de voorschriften er van moeten storten.

Zij waarborgt :

- 1° aan de werknemer die overeenkomstig haar voorschriften bijgedragen heeft en, in de door de Koning bepaalde gevallen, aan zijn echtgenote, een recht op een ouderdomspensioen ;
- 2° aan zijn weduwe, een recht op een weduwpensioen, op weduwsteun of op een wederaanpassingsvergoeding.

Artikel 4.-

Het ouderdomspensioen vervangt de voordelen waarop de in artikel 1 bedoelde werknemers aanspraak hadden krachtens de wetgeving betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood.

Deze voordelen zijn :

- 1° de ouderdomsrente gevestigd door middel van de verplichte of daarmede gelijkgestelde stortingen, met uitzondering van de aanvullende stortingen;

.../...

- 2° de Rijksbijdrage bij deze rente ;
- 3° de ouderdomsrentetoeslag toegekend aan de gerechtigde of aan zijn echtgenoot ;
- 4° de bijslag op deze toeslag ;
- 5° het aanvullend ouderdomspensioen, toegekend aan de gerechtigde of aan zijn echtgenoot.

Artikel 5.-

De voordelen toegekend aan de in artikel 1 bedoelde weduwe van een werknemer, vervangen de voordelen waarop zij aanspraak had krachtens de wetgeving betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood.

Deze voordelen zijn :

- 1° de weduwrente gevestigd door middel van de verplichte of daarmede gelijkgestelde stortingen, met uitzondering van de aanvullende stortingen ;
- 2° de Rijksbijdrage bij deze rente ;
- 3° de weduwrentetoeslag en de ouderdomsrentetoeslag ;
- 4° de bijslag op deze toeslagen ;
- 5° het aanvullend overlevingspensioen.

Artikel 6.-

Het ouderdomspensioen en het weduwpensioen worden berekend volgens :

- 1° de duur van de beroepsloopbaan van de werknemer.

De loopbaan omvat de arbeidsperioden en de perioden tijdens welke er niet gewerkt werd en die de Koning met de vorige gelijkstelt ;

.../...

2° de bruto-bezoldigingen door de werknemer reeds verdiend en de fictieve bezoldigingen die betrekking hebben op de perioden tijdens welke er niet gewerkt werd en die de Koning bepaalt.

Artikel 7.-

Bij de berekening van de weduwsteun en van de wederaanpassingsvergoeding wordt uitsluitend rekening gehouden met artikel 6, 2.

Artikel 8.-

Het ouderdomspensioen, het weduwpensioen en de weduwsteun veranderen volgens de schommelingen van de duurte der levensbehoeften; de Koning bepaalt de modaliteiten van die veranderingen.

Artikel 9.-

Voor elke werknemer die voor deze wet in aanmerking komt, wordt een individuele rekening gehouden waarin worden opgetekend de bijdragen en de gegevens betreffende de loopbaan en de bezoldigingen bedoeld in artikel 6.

De werknemer ontvangt jaarlijks een uittreksel van zijn individuele rekening.

Artikel 10.-

De in artikel 3 bedoelde voordelen gaan slechts in, zo de gerechtigde iedere andere beroepswerkzaamheid dan gelegenheidswerk stopzet.

De Koning bepaalt wat onder gelegenheidswerk is te verstaan.

.../...

Artikel 11.-

Deze voordelen worden met een vijfde verminderd indien de gerechtigde een onderdaan is van een land waarmee België geen overeenkomst inzake maatschappelijke zekerheid heeft gesloten.

Artikel 12.-

Deze voordelen worden slechts verstrekt aan de gerechtigden die werkelijk in België, in Belgisch-Congo of in de gebieden Ruanda-Urundi verblijven, onverminderd de bepalingen van de internationale overeenkomsten inzake maatschappelijke zekerheid.

Artikel 13.-

De betalingen worden gedaan bij postassignatie in handen en ter woonplaats van de gerechtigde ; iedere betaling geschiedt met één assignatie.

De Koning bepaalt de andere modaliteiten van deze betalingen en wijst de instelling aan die gelast is ze te verrichten.

HOOFDSTUK II. - OUDERDOMSPENSIOEN.Afdeling 1.- Gemeenschappelijke bepalingen.Artikel 14.-

Het ouderdomspensioen gaat in, naar keuze en op aanvraag van de betrokkene, voor een man tussen 60 en 65 jaar of voor een vrouw tussen 55 en 60 jaar. Wanneer het pensioen vóór de leeftijd van 65 jaar voor een man en van 60 jaar voor een vrouw ingaat, wordt het met 7 t.h. per jaar vervroeging verminderd.

.../...

Gaat het echter om een werknemer die in een bijzonder ongezond beroep was te werk gesteld, dan worden de in vorig lid vermelde cijfers 55, 60 en 65 respectievelijk op 50, 55 en 60 teruggebracht.

De Koning bepaalt de als bijzonder ongezond te beschouwen beroepen en de andere voorwaarden voor de toepassing van het voorgaande lid.

Artikel 15.-

Het ouderdomspensioen wordt verminderd met de rente, vóór enige uitbetaling in kapitaal toegekend krachtens de wetgevingen op het herstel der schade voortspruitende uit arbeidsongevallen of uit beroepsziekten, evenals met de toelagen krachtens dezelfde wetgevingen toegekend.

In zodanig geval mag het ouderdomspensioen niet minder bedragen dan de ouderdomsrente samengesteld door middel van de verplichte of daarmee gelijkgestelde stortingen en van de aanvullende stortingen.

Afdeling 2.- Definitieve regeling.

Artikel 16.-

Het pensioen wordt vastgesteld in verhouding tot de bij artikel 6 bedoelde duur van de loopbaan. Het maximumbedrag wordt bereikt na een loopbaan van 45 jaar voor een man en van 40 jaar voor een vrouw.

Artikel 17.-

Het ouderdomspensioen is gelijk aan 60 t.h. of aan 50 t.h. van het jaarlijks gemiddelde der in artikel 6 bedoelde bezoldigingen, naargelang het een werknemer betreft die al dan niet zijn echtgenote ten laste heeft.

.../...

De Koning kan deze percentages verhogen.

Wanneer de duur van de loopbaan meer bedraagt dan 45 jaar voor een man of 40 jaar voor een vrouw, wordt het jaarlijks gemiddelde berekend op de 45 of op de 40 jaar die voor de gerechtigde het voordeligst zijn.

Dit pensioen mag niet minder bedragen dan de rente die volgens de door de Koning te bepalen tarieven zou gevestigd zijn op grond van een bijdrage gelijk aan 5,50 t.h. der in artikel 6 bedoelde bezoldigingen.

Afdeling 3.- Overgangsperiode.

Artikel 18.-

Het ouderdomspensioen van een werknemer die op 1 Januari 1945 ten minste twintig jaar oud was, wordt toegekend overeenkomstig het bepaalde in deze afdeling.

Artikel 19.-

Om het ouderdomspensioen te verkrijgen, moet de werknemer gewoonlijk en hoofdzakelijk te werk gesteld geweest zijn overeenkomstig artikel 1 of de uitvoeringsbesluiten daarvan, tijdens de vier vijfde van de periode lopende van 1 Januari 1945 tot de datum der pensioensaanvraag. Indien de werknemer ook als bediende, als mijnwerker, als zeeman varende onder Belgische vlag of als lid van het vast personeel van het Rijk, de provinciën, de gemeenten of de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen is te werk gesteld geweest, wordt die tewerkstelling eveneens in aanmerking genomen.

.../...

Indien echter deze periode niet ten minste vijftien jaar omvat, moeten de jaren vóór 1 Januari 1945, nodig om vijftien opeenvolgende jaren te bekomen, daaraan worden toegevoegd.

Heeft de werknemer vóór 1 Januari 1945 de leeftijd bereikt van 65 jaar voor een man, of van 60 jaar voor een vrouw, is het voldoende dat de periode vijftien opeenvolgende jaren omvat welke aan de leeftijd van 65 jaar of van 60 jaar onmiddellijk voorafgaan.

Artikel 20.-

De Koning bepaalt de dagen tijdens welke er niet gewerkt werd en die, tijdens de in artikel 19 bedoelde periode, met arbeidsdagen kunnen worden gelijkgesteld.

Artikel 21.-

Het bewijs van tewerkstelling bedoeld in artikel 19 moet geleverd worden door middel van documenten waaruit blijkt dat de werknemer bijgedragen heeft.

Het bewijs van een tewerkstelling vóór 1 Januari 1945 kan evenwel geleverd worden met alle rechtsmiddelen, getuigen inbegrepen.

Artikel 22.-

De werknemer die aan de voorschriften van artikel 19 voldaan heeft of die op de datum van inwerking-treding van deze wet een aanvullend ouderdomspensioen geniet, is gerechtigd op een ouderdomspensioen waarvan het jaarlijks minimumbedrag, onverminderd artikel 24, vast-

.../...

gesteld is op 26.000 frank of op 17.300 frank, naargelang hij zijn echtgenote al dan niet ten laste heeft.

Indien nochtans de werknemer gehuwd is en ieder der echtgenoten voldoet aan de voorschriften van artikel 19, wordt het jaarlijks minimum-ouderdomspensioen van ieder van hen gesteld op of verminderd tot 13.000 frank, zonder afbreuk te doen aan de artikelen 15 en 24.

Artikel 23.-

Vanaf de inwerkingtreding van deze wet wordt het bij artikel 22 gewaarborgde ouderdomspensioen verhoogd in functie van de duur van de loopbaan en van de bezoldigingen bedoeld in artikel 6.

Het bedrag van deze verhoging is gelijk aan het verschil tussen het pensioenbedrag, vastgesteld overeenkomstig de artikelen 16 en 17, en een quotiteit van het bij artikel 22 gewaarborgde pensioen.

.../...

Deze quotiteit wordt verkregen door het minimumbedrag bepaald in artikel 22 te vermenigvuldigen met een breuk, waarvan de teller vertegenwoordigt het aantal dienstjaren sedert de inwerking-treding van deze wet verricht en waarvan de noemer 45 of 40 is naargelang het een man dan wel een vrouw betreft.

Artikel 24.-

Wanneer de gerechtigde op het bij artikel 22 gewaarborgde ouderdomspensioen ook als be-diende, als mijnwerker, als zeeman varende onder Belgische vlag of als lid van het vast personeel van het Rijk, de provinciën, de gemeenten of de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen is tewerkgesteld geweest, wordt het bedrag van het ouderdomspensioen vermenigvuldigd met een breuk waarvan de teller vertegenwoordigt het aantal jaren waarin de werknemer overeenkomstig artikel 1 of de uitvoeringsbesluiten daarvan was tewerkgesteld, en waarvan de noemer 45 of 40 is naargelang het een man dan wel een vrouw betreft.

Artikel 25.-

Zo de werknemer niet aan de voorschriften van artikel 19 voldoet, wordt het ouderdomspensioen berekend volgens het bepaalde in de artikelen 16 en 17.

Het wordt verhoogd met de ouderdomsrente gevestigd overeenkomstig de geordende wetten betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood.

HOOFDSTUK III. - VOORDELEN BIJ OVERLIJDEN VAN DE
WERKNEMER.

Afdeling 1. - Weduwpensioen.

§ 1. Gemeenschappelijke bepalingen.

Artikel 26.-

Het weduwpensioen gaat in, naar keuze en op aanvraag van de betrokkene, tussen 55 en 60 jaar. Wanneer het wordt aangevraagd vóór de leeftijd van 60 jaar, wordt het met 7 t.h. per jaar vervroeging verminderd.

Artikel 27.-

De toekenning van het weduwpensioen wordt eerst na ten minste één jaar huwelijk verleend.

Het weduwpensioen wordt bij hertrouwen geschorst.

Artikel 28.-

Het weduwpensioen wordt verminderd met de weduwrente, vóór enige betaling in kapitaal toegekend krachtens de wetgeving op het herstel der schade voortvloeiende uit arbeidsongevallen of uit beroepsziekten, en met de toelagen krachtens die zelfde wetgevingen toegekend.

In zodanig geval mag het weduwpensioen niet minder bedragen dan de weduwrente samengesteld door verplichte of daarmee gelijkgestelde stortingen en door aanvullende stortingen.

.../...

§ 2. Definitieve regeling.

Artikel 29.-

Het weduwpensioen wordt bepaald hetzij op 60 t.h. van het ouderdomspensioen van de man, hetzij op 36 t.h. van het jaarlijks gemiddelde der in artikel 6 bedoelde bezoldigingen, met inachtneming van de duur van de loopbaan van de man op de dag van zijn overlijden.

Dit pensioen mag niet minder bedragen dan de weduwrente, die volgens de door de Koning te bepalen tarieven zou gevestigd zijn, op grond van een bijdrage gelijk aan 5,50 t.h. der in artikel 6 bedoelde bezoldigingen.

Heeft de weduwe achtereenvolgende huwelijken aangegaan met werknemers die voor deze wet in aanmerking komen, dan wordt haar pensioen berekend met inachtneming van de dienstjaren en de bezoldigingen van haar overleden echtgenoten; de duur van die samengevoegde dienstjaren die 45 jaar te boven gaat, wordt niet meegeteld.

§ 3. Overgangsperiode.

Artikel 30.-

Het weduwpensioen wordt toegekend overeenkomstig de artikelen 31 tot 38, wanneer de echtgenoot op 1 Januari 1945 tenminste 20 jaar oud of vóór die datum overleden was.

.../...

Artikel 31.-

De overleden man moet gewoonlijk en hoofdzakelijk te werk gesteld geweest zijn overeenkomstig artikel 1 of de uitvoeringsbesluiten daarvan, gedurende vier vijfde van de periode lopende van 1 Januari 1945 tot de dag van zijn overlijden, indien dit plaats heeft alvorens de echtgenoot zijn ouderdomspensioen heeft aangevraagd.

Indien de echtgenoot ook als bediende, als mijnwerker, als zeeman varende onder Belgische vlag of als lid van het vast personeel van het Rijk, de provinciën, de gemeenten of de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen te werk gesteld is geweest, komt die tewerkstelling eveneens in aanmerking.

Indien echter deze periode niet ten minste vijftien jaar omvat, moeten de jaren vóór 1 Januari 1945, nodig om vijftien opeenvolgende jaren te bekomen, daaraan worden toegevoegd.

Indien de werknemer overleden is vóór 1 Januari 1945, is het voldoende dat de periode vijftien opeenvolgende jaren omvat die de dag van het overlijden onmiddellijk voorafgaan.

Artikel 32.-

De Koning bepaalt de dagen tijdens welke er niet gewerkt wordt en die, tijdens de in artikel 31 bedoelde periode, met arbeidsdagen kunnen worden gelijkgesteld.

.../...

Artikel 33.

Het bewijs van de in artikel 31 bedoelde tewerkstelling moet geleverd worden door middel van documenten waaruit blijkt dat de overleden echtgenoot heeft bijgedragen.

Het bewijs van een tewerkstelling vóór 1 Januari 1945 kan evenwel geleverd worden met alle rechtsmiddelen, getuigen inbegrepen.

Artikel 34.-

De weduwe wier man aan de vereisten van artikel 31 voldaan had of die op de datum van inwerkingtreding van deze wet een aanvullend overlevingspensioen geniet dat voorbehouden is voor weduwen van 60 jaar, is gerechtigd op een weduwpensioen, waarvan het jaarlijks minimumbedrag vastgesteld is op 15.600 frank, onverminderd het bepaalde in artikel 36.

Artikel 35.-

Vanaf de inwerkingtreding van deze wet wordt het bij artikel 34 gewaarborgde weduwpensioen verhoogd in functie van de duur van de loopbaan van de echtgenoot en van de bezoldigingen bedoeld in artikel 6.

Het bedrag van deze verhoging is gelijk aan het verschil tussen het pensioenbedrag vastgesteld overeenkomstig artikel 29 en een quotiteit van het bij artikel 34 gewaarborgd pensioen.

Deze quotiteit wordt verkregen door het minimumbedrag bepaald bij artikel 34 te vermenigvuldigen met een breuk waarvan de teller het aantal dienstjaren van de man vertegenwoordigt sedert de inwerkingtreding van deze wet en waarvan de noemer 45 is.

Artikel 36.-

Wanneer de overleden man ook als bediende, als mijnwerker, als zeeman varende onder Belgische vlag of als lid van het vast personeel van het Rijk, de provinciën, de gemeenten of de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen is tewerkgesteld geweest, wordt het bedrag van het bij artikel 34 gewaarborgde weduwpensioen vermenigvuldigd met een breuk waarvan de teller vertegenwoordigt het aantal jaren gedurende welke de man overeenkomstig artikel 1 of de uitvoeringsbesluiten daarvan was tewerkgesteld en waarvan de noemer 45 is.

Artikel 37.-

Had de man niet voldaan aan de voorschriften van artikel 31, dan wordt het weduwpensioen vastgesteld op 36 t.h. van het jaarlijks gemiddelde der bezoldigingen bedoeld bij artikel 6, met inachtneming van de duur van de loopbaan van de echtgenoot op de dag van het overlijden.

Het pensioen wordt verhoogd met de weduwrente, gevestigd overeenkomstig de geordende wetten betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood.

Artikel 38.-

De pensioenen toegekend bij de artikelen 22 en 34 mogen niet samen genoten worden.

De weduwe, die achtereenvolgende huwelijken heeft aangegaan met werknemers die voor deze wet in aanmerking komen, kan slechts één door artikel 34 gewaarborgd weduwpensioen verkrijgen.

Afdeling 2.- Weduwsteun.Artikel 39.-

De weduwe van minder dan 60 jaar met een arbeidsongeschiktheid van 66 t.h. of meer of met ten minste twee kinderen ten laste, kan weduwsteun genieten, zo haar man ten minste één jaar na het inwerkingtreden van deze wet overlijdt.

Artikel 40.-

Het jaarlijks bedrag van de weduwsteun is gelijk aan 30 t.h. van het jaarlijks gemiddelde der in artikel 6 bedoelde bezoldigingen.

Artikel 41.-

De weduwsteun wordt ingetrokken bij hertrouwen of wanneer een der bij artikel 39 gestelde voorwaarden wegvalt.

Artikel 42.-

Het pensioen toegekend aan een weduwe die tot de leeftijd van 60 jaar weduwsteun ontving, kan niet minder bedragen dan die steun.

Artikel 43.-

Van de weduwsteun worden afgetrokken alle andere rente, pensioen, vergoeding of uitkering, aan de gerechtigde voor haar persoonlijk toegekend bij toepassing van een wets- of reglementsbeplating.

.../...

Afdeling 3.- Wederaanpassingsvergoeding.Artikel 44.-

De weduwe die op het tijdstip van het overlijden van haar man geen recht heeft op weduwpensioen of weduwsteun, ontvangt één enkele wederaanpassingsvergoeding gelijk aan :

- 1° de weduwsteun bepaald bij artikel 40, indien zij op de dag van het overlijden van haar man 40 jaar oud is of meer;
- 2° de helft van het bedrag bedoeld onder 1°, indien zij op de dag van het overlijden van haar man minder dan 40 jaar oud is.

De Koning bepaalt de voorwaarden waaronder deze vergoeding, die slechts een maal verschuldigd is, wordt toegekend.

HOOFDSTUK IV.- FINANCIERING.Artikel 45.-

De uitgaven voortvloeiend uit de toepassing van deze wet worden gedekt door' :

- 1° de Rijkstoelage bepaald bij artikel 51;
- 2° het gedeelte van de bijdragen van werknemers en werkgevers dat bepaald is bij artikel 3, lid 1, 2°, en lid

.../...

3, 2°, alsmede bij artikel 4, lid 1, A, 1°, van de besluitwet van 28 December 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, gewijzigd bij artikelen 46 en 47 van deze wet;

3° de bij artikel 48 van deze wet bepaalde bijdragen van werknemers en werkgevers.

Artikel 46.-

§ 1. Artikel 3, eerste tot derde lid, van de besluitwet van 28 December 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, gewijzigd bij de wet van 27 Maart 1951, wordt vervangen door volgende bepalingen :

"De bijdrage van de werknemer omvat :

1° 4,50 t.h. of 8 t.h. van het bedrag van zijn bezoldiging, naargelang het een werkman of een bediende betreft, zonder dat voor de berekening van deze bijdrage rekening wordt gehouden met het gedeelte der bezoldiging dat 5.000 frank per maand overtreft;

2° 3,50 t.h. van het bedrag van zijn bezoldiging indien het een werkman betreft. Dit gedeelte van de bijdrage wordt gebracht op :

3,75 t.h. vanaf 1 Januari 1953;

4 t.h. vanaf 1 Januari 1954;

4,25 t.h. vanaf 1 Januari 1955;

4,50 t.h. vanaf 1 Januari 1956;

dit gedeelte is bestemd om gestort te worden overeenkomstig artikel 4, eerste lid, A, 1°.

.../...

De bijdrage wordt iedere betaaldag afgehouden door de werkgever, die aan de werknemer een ontvangstbewijs aflevert in de vorm en volgens de voorwaarden die de Koning bepaalt.

De bijdrage van de werkgever omvat :

- 1° 11 t.h. of 17,25 t.h. van het bedrag der bezoldiging van de werknemer, naargelang het een werkman of een bediende betreft, zonder dat voor deze berekening rekening wordt gehouden met het gedeelte der bezoldiging dat 5.000 frank per maand overtreft;
- 2° 3,50 t.h. van het bedrag der bezoldiging van de werkman. Dit gedeelte van de bijdrage wordt gebracht op :
 - 3,75 t.h. vanaf 1 Januari 1953;
 - 4 t.h. vanaf 1 Januari 1954;
 - 4,25 t.h. vanaf 1 Januari 1955;
 - 4,50 t.h. vanaf 1 Januari 1956;dit gedeelte is bestemd om gestort te worden overeenkomstig artikel 4, eerste lid, A, 1°;
- 3° 5 t.h. van het bedrag der bezoldiging van de werkman. Dit gedeelte der bijdrage is bestemd om gestort te worden overeenkomstig artikel 4, eerste lid, A, 5°."

§ 2. Artikel 3, voorlaatste lid, van dezelfde besluitwet wordt vervangen door de volgende bepaling :

"De Koning kan eveneens, naar gelang van de economische noodwendigheden, de in lid 1, 1°, en lid 3, 1°, bepaalde grens van 5.000 frank wijzigen bij een in minister-raad overlegd besluit."

.../...

Artikel 47.-

Artikel 4, eerste lid, A, 1°, van dezelfde besluitwet wordt door de volgende bepaling vervangen:

"1° 7 t.h. van het bedrag der lonen aan de Rijksdienst voor ouderdomspensioenen; dit bedrag wordt onderscheidenlijk op 7,50 t.h., 8 t.h., 8,50 t.h. en 9 t.h. gebracht vanaf 1 Januari van de jaren 1953, 1954, 1955 en 1956;".

Artikel 48.-

De bijdrage verschuldigd door de werknemer die voor deze wet in aanmerking komt en op wie de Koning de besluitwet van 28 December 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders nog niet toepasselijk heeft verklaard, beloopt 3,50 t.h. van het bedrag van zijn bezoldiging.

Dit bedrag wordt gebracht op :

3,75 t.h. vanaf 1 Januari 1953;
4 t.h. vanaf 1 Januari 1954;
4,25 t.h. vanaf 1 Januari 1955;
4,50 t.h. vanaf 1 Januari 1956.

Deze bijdrage wordt iedere betaaldag afgehouden door de werkgever, die aan de werknemer een ontvangstbewijs aflevert in de vorm en volgens de voorwaarden die de Koning bepaalt.

.../...

De bijdrage van de werkgever die een in het eerste lid bedoelde werknemer tewerkstelt, is gelijk aan deze van de werknemer.

Deze bijdragen worden vastgesteld zonder rekening te houden met de deciemen en de centiemen wanneer deze lager zijn dan of gelijk aan 50 centiemen, en door afronding op de frank naarboven wanneer zij 50 centiemen overschrijden.

De werkgever is aansprakelijk voor de betaling van de bijdrage van de werknemer zoals voor die van zijn eigen bijdrage. Deze bijdrage wordt om het kwartaal overgemaakt aan de Rijksdienst voor maatschappelijke zekerheid, die de opbrengst er van bij de Rijksdienst voor ouderdomspensioenen stort.

Artikel 49.-

De artikelen 12 en 12 bis van de voormelde besluitwet van 28 December 1944 zijn van toepassing op de bij artikel 48 bedoelde werkgevers.

Artikel 50.-

Artikel 5 van voornoemde besluitwet van 28 December 1944 is niet langer van toepassing op de gerechtigden van deze wet.

Artikel 51.-

De Staat stort, tot en met 1983, aan de Rijksdienst voor ouderdomspensioenen:

.../...

1° een jaarlijkse toelage van 675 millioen frank, afgenomen op de fondsen bedoeld bij artikel 61, § 4, 1° en 2°, van de geordende wetten betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood, gewijzigd bij de wet van 30 December 1950;

2° een jaarlijkse toelage van 465 millioen frank.

HOOFDSTUK V.- ADMINISTRATIE.

Artikel 52.-

Bij het Ministerie van Arbeid en Sociale Voorzorg wordt een "Rijksdienst voor ouderdomspensioenen" opgericht.

Deze Rijksdienst is een openbare instelling met rechtspersoonlijkheid.

Hij heeft tot opdracht, onder waarborg van de Staat, in de toepassing van deze wet en van dezer uitvoeringsbesluiten te voorzien.

De Rijksdienst voor ouderdomspensioenen wordt beheerd door een beheerscomité door de Koning benoemd en samengesteld uit :

1° vertegenwoordigers, in gelijk aantal, der meest representatieve interprofessionele organisaties van de gezamenlijke werkgevers en der meest representatieve interprofessionele organisaties van de gezamenlijke werknemers, gekozen op dubbellijsten door deze organisaties voorgedragen;

.../...

2° een voorzitter gekozen onder personaliteiten die buiten de voornoemde interprofessionele organisaties staan.

Een vertegenwoordiger van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg woont de vergadering van het beheerscomité bij; hij is niet stemgerechtigd.

Hij kan, onder de door de Koning te bepalen voorwaarden, alle kwesties op de dagorde doen plaatsen die hij nuttig acht, elke beslissing schorsen die hij met de wetten of de reglementen strijdig acht, die het algemeen belang schaadt of de ambtsbevoegdheid van de Rijksdienst voor ouderdomspensioenen te buiten gaat; in dit geval brengt hij onmiddellijk verslag uit aan de Minister, die binnen de door de Koning vastgestelde termijnen uitspraak doet.

De vertegenwoordiger van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg heeft insgelijks een onbeperkt recht van toezicht en van contrôle over al de verrichtingen van de Rijksdienst voor ouderdomspensioenen. Hij kan te allen tijde ter plaatse kennis nemen van de briefwisseling, boeken, comptabiliteitsbescheiden, notulen en van alle geschriften van de Rijksdienst voor ouderdomspensioenen.

De regelen in verband met de voorlegging en de goedkeuring van de begrotingen, met de comptabiliteit en de aflegging der rekeningen, worden door de Koning vastgesteld op voorstel van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg en van de Minister van Financiën.

.../...

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg duidt bij de Rijksdienst voor ouderdomspensioenen één of meer revisoren aan, die gelast zijn op de geschriften contrôle te oefenen en ze juist en echt te verklaren. De revisoren mogen zich niet met het eigenlijk beheer inlaten. Zij nemen kennis, zonder verplaatsing, van de boeken en comptabiliteitsbescheiden, de briefwisseling, de notulen en, in het algemeen, van alle geschriften. Zij zien de samenstelling na van de goederen en waarden die aan de Rijksdienst toebehoren of waarvan deze het gebruik heeft of waarover hij het beheer voert.

Zij sturen maandelijks een verslag aan de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg, aan de Minister van Financiën en aan het beheerscomité. Zij wijzen hem daarenboven onverwijld op elk verzuim, elke onregelmatigheid, elke overtreding en, in het algemeen, elke toestand die de belangen van de Rijksdienst in het gedrang kan brengen.

Inrichting en werking van de Rijksdienst voor ouderdomspensioenen worden door de Koning geregeld.

HOOFDSTUK VI.- SANCTIES.

Artikel 53.-

Het bepaalde in het koninklijk besluit van 31 Mei 1933 betreffende de verklaring te doen in verband met de subsidies, vergoedingen en toelagen van elke aard, die geheel of gedeeltelijk ten laste van de Staat zijn, is van toepassing op de af te leggen verklaringen wat betreft de voordelen bepaald bij de hoofdstukken I, II en III van deze wet.

.../...

Artikel 54.-

Aan iedere gerechtigde van één der in artikel 3 bedoelde voordelen, die een andere beroepswerkzaamheid dan gelegenheidswerk voortzet of hervat, wordt het voordeel ontnomen gedurende een tijdperk van één maand tot zes maanden, te rekenen van het tijdstip waarop hij opnieuw voldoet aan de eis bij artikel 10 gesteld, zulks onverminderd de teruggave van de ten onrechte uitbetaalde bedragen.

Bij herhaling, kan de duur der in het eerste lid bepaalde ontneming van voordeel op twaalf maanden worden gebracht.

De sancties bij dit artikel bepaald, mogen niet worden uitgesproken na verloop van een termijn van twee jaar, te rekenen van de dag waarop het misdrijf is gepleegd. Zij mogen niet meer worden toegepast na verloop van twee jaar, te rekenen van de dag waarop zij definitief zijn geworden.

Artikel 55.-

Alwie wetens gebruik heeft gemaakt van valse of onvolledige verklaringen tot staving van zijn aanvraag om voordeel is gedurende een tijdperk van één maand tot zes maanden vervallen van het recht op de voordelen bij deze wet bepaald.

.../...

HOOFDSTUK VII.- RECHTSCOLLEGES VOOR BETWISTE ZAKEN.Artikel 56.-

De Koning stelt rechtscolleges voor betwiste zaken in, welke tot taak hebben uitspraak te doen in geschillen omtrent rechten voortvloeiend uit de hoofdstukken I, II en III van deze wet en, op verzoek van de Rijksdienst voor ouderdomspensioenen, de bij de artikelen 54 en 55 bepaalde sancties toe te passen.

De Koning regelt de inrichting en de werking van deze rechtscolleges en bepaalt de voor hen te volgen rechtspleging. Het koninklijk besluit ter uitvoering van dit artikel genomen voorziet het bestaan van rechtscolleges van eerste aanleg en van beroep, een rechtspleging op tegenspraak, de openbaarheid der terechtzittingen, de verplichting voor de rechtscolleges hun beslissingen te motiveren, de verwijzing, ingeval van vernietiging door de Raad van State, naar een ander rechtscollege dat in laatste aanleg uitspraak doet, of, indien er slechts één bestaat, naar dit rechtscollege op een andere wijze samengesteld.

HOOFDSTUK VIII.- DE VERSMELTING VAN SOMMIGE ORGANISMEN.Artikel 57.-

De Nationale Kas voor ouderdoms- en weduwerentetoeslagen en wezentoelagen en het Fonds voor weduwen en wezen worden met de Rijksdienst voor ouderdomspensioenen

.../...

versmolten. Deze laatste neemt hun bevoegdheden, actief en passief, over en volgt hen in hun rechten en verplichtingen op.

HOOFDSTUK IX.- SLOTBEPALINGEN.

Artikel 58.-

Op de gerechtigden van deze wet zijn niet langer van toepassing :

- 1° de geordende wetten betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood, gewijzigd bij de besluitwetten van 8 Januari en 25 Februari 1947 en bij de wetten van 1 Juli 1948, 30 December 1950 en 13 Juli 1951;
- 2° het besluit van de Regent van 10 Mei 1948 tot wijziging en ordening van de besluiten van de Regent van 16 September 1946 en 21 Mei 1947, betreffende de aanvullende ouderdoms- en overlevingspensioenen, gewijzigd bij de besluiten van de Regent van 29 Maart, 23 April en 9 December 1949 en bij koninklijk besluit van 27 November 1951.

Artikel 59.-

De personen die niet voldoen aan de vereisten om het bij deze wet bepaalde ouderdoms- of weduwpensioen te bekomen, behouden de voordelen welke zij hebben verkregen bij toepassing van de in artikel 58 bedoelde wets- en reglementsbepalingen.

.../...

De betalingen worden gedaan door de instelling in artikel 13 bedoeld.

Artikel 60.-

In geval van overlijden van de gerechtigde van een voordeel bepaald bij deze wet, worden de verlopen en niet-betaalde achterstallen slechts aan natuurlijke personen en wel in de hierna voorkomende orde betaald :

- 1° aan de echtgenoot met wie de gerechtigde op het tijdstip van zijn overlijden samenwoonde;
- 2° aan de kinderen met wie de gerechtigde op het tijdstip van zijn overlijden leefde;
- 3° aan iedere persoon met wie de gerechtigde op het tijdstip van zijn overlijden leefde;
- 4° aan de persoon die bijgedragen heeft in de kosten van opneming in een ziekenhuis;
- 5° aan de persoon die de begrafenis-kosten heeft betaald, tot het beloop van die kosten.

De Koning bepaalt de formaliteiten te vervullen tot het bekomen van de achterstallen en de termijn waarin de aanvraag moet ingediend worden.

Artikel 61.-

De Koning bepaalt het deel van het pensioen dat de commissies van openbare onderstand mogen eisen van hun verpleegden als bijdrage in de kosten van opneming in een ziekenhuis.

.../...

Artikel 62.-

De Koning neemt alle bijkomende maatregelen, nodig om in de uitvoering van de bepalingen dezer wet te voorzien.

Artikel 63.-

Deze wet treedt 1 Juli 1952 in werking.

Gegeven te

VAN 'S KONINGSWEGE :

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

La chambre était composée de De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.SUETENS, de Heren :	premier président du Conseil d'Etat, eerste-voorzitter van de Raad van State,	président voorzitter
M.SOMERHAUSEN, G.VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
E.VAN DIEVOET, F.DUCHENE,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
G.PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,
(signé) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,
(signé) J.SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre
du Travail et de la Prévoyance sociale.
uitgifte afgeleverd aan de H.Minister
van Arbeid en Sociale Voorzorg.

Le	1952.	De	1952.
Le Greffier du Conseil d'Etat,		De Griffier van de Raad van State,	

R.DECKMYN.